



**Conférence donnée au cours de la session  
2006 des Semaines Sociales de France,  
"Qu'est-ce qu'une société juste ?"**

## Ouverture

**MICHEL CAMDESSUS<sup>1</sup>**

Bienvenue à cette 81<sup>e</sup> semaine sociale. Il était grand temps que nous nous demandions : « Qu'est-ce qu'une société juste ? ». Déjà l'an dernier à la fin de notre rencontre, avec l'embrasement des banlieues au cours de ce terrible mois de novembre 2005, la question de la justice de notre société s'était brutalement invitée. Nous étions interpellés : sur quels fondements devrions-nous rebâtir la cohésion sociale dont nous apercevions les multiples déchirures ? Quel sens de la justice nous faudrait-il mieux vivre et mieux transmettre ?

Cette année, la question devient plus incontournable encore parce que nous sommes à la veille d'une échéance essentielle de la vie démocratique de notre pays, parce que la crise, même si elle s'est quelque peu apaisée, demeure latente, mais également parce que là où il y a crise, il y a danger certes, mais aussi opportunité de changement vers un progrès, et c'est notre vocation aux Semaines sociales d'en rechercher les chemins. Nous allons devoir voter, c'est-à-dire que nous avons le devoir d'être personnellement au clair sur la situation réelle de notre pays, de l'Europe et du monde quant à la justice. Il nous faut apprendre à mieux discerner les injustices et à leur imaginer des réponses. Poser aujourd'hui la question de la justice, faire tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'elle soit au cœur du débat qui s'ouvre n'est pas facultatif. C'est un devoir citoyen premier pour quiconque reconnaît qu'il y va de notre humanité même. Le chrétien doit se reconnaître à son engagement pour la justice, et cela est vrai tout autant de l'homme tout simplement. Placer nos travaux et nos engagements dans cette perspective participe aussi de ce souci de réhabilitation de l'engagement politique dont, chaque année, nous soulignons l'urgente nécessité.

### **Une session plus régionale et plus concrète**

Vous avez reçu et médité notre programme ; vous en avez reconnu la trame habituelle, avec en particulier l'après-midi de samedi consacrée à neuf ateliers qui aborderont la question de la justice sous quelques-uns de ses aspects essentiels. Je voudrais simplement vous signaler les trois accents nouveaux que nous avons cherché à lui donner. Nous aimerions que cette Semaine reflète davantage notre implantation régionale de plus en plus étendue ; nous aimerions qu'elle aboutisse à des propositions plus concrètes, sans nous laisser intimider par les risques de fausses interprétations que cela peut comporter dans une saison chaude du calendrier politique ; enfin, que sa perspective soit, plus que d'habitude, européenne et mondiale, sans oublier cependant que nous avons chez nous des questions immédiates à résoudre.

Cette session sera donc plus régionale et plus concrète parce qu'elle a été préparée activement dans nos quatorze antennes. Ce travail a donné lieu à la remontée d'un très grand nombre de propositions (de l'ordre de 500 à 600), que nous avons méditées et dont nous avons extrait la quintessence sous la forme de douze propositions précises – encore améliorables évidemment. Nous les présenterons dès demain et après-demain à des personnalités politiques de premier plan pour qu'elles puissent s'en inspirer ou nous dire le bien ou le mal qu'elles en pensent. Ces propositions seront aussi retravaillées ou complétées dans le cadre des ateliers de samedi après-midi et le résultat de tous ces travaux sera repris dans nos conclusions finales pour que nous puissions essayer, au cours des six prochains mois, de les introduire de notre mieux dans le grand débat qui s'ouvre pour notre pays.

Ces propositions se situent sur un chemin de crête. Elles visent à introduire des changements hardis tout en demeurant dans le domaine de ce qui est réalisable dans la France d'aujourd'hui, et sans répéter ce qui est déjà plus ou moins dans tous les programmes. Inutile de vous dire combien vos suggestions, vos réflexions, vos

---

<sup>1</sup> Michel Camdessus est président des Semaines sociales de France.

jugements nous seront nécessaires pour en faire des contributions vraiment utiles, dans la ligne de la grande tradition des Semaines sociales et de leur apport tout au long de leur histoire au progrès social de notre pays – comme un document analysant nos contributions des vingt dernières années et mis en distribution demain vous le rappellera.

Nous avons voulu aussi étendre davantage nos réflexions à l'espace européen puisque nous savons combien l'Europe sociale est un thème essentiel des débats sur le devenir de l'Union européenne. Avec nos amis européens du groupe « Initiative chrétienne pour l'Europe », qui participe avec nous à cette Semaine sociale, nous allons à ce propos tenter de finaliser ce soir une déclaration apportant notre contribution à la prochaine célébration, en mars prochain à Rome, du cinquantième anniversaire du Traité du Marché commun.

Merci de votre patience et d'accepter toutes les difficultés que pourra impliquer un programme aussi dense pour une session qui prenne mieux en compte nos diversités régionales ; qui nous soutienne dans nos engagements concrets pour une société plus juste et plus fraternelle ; qui nous aide à devenir plus authentiquement citoyens et de notre pays et d'Europe, solidaires, enfin, des plus pauvres dans le monde. Puisse-t-elle aussi pour cela contribuer à changer nos cœurs et à faire de nous des hommes et des femmes assoiffés de justice.